

Réponse à la consultation publique sur la revue stratégique de l'ARCEP

CERIZ SASU

Le 4 décembre 2015

CERIZ est une société de service et conseil aux opérateurs, entreprises et collectivités. Elle contribue à la construction et l'exploitation des réseaux de ses clients et partenaires, représentant une quarantaine d'opérateurs déclarés au régulateur.

Les principes d'action de CERIZ reposent sur détection et la mise en œuvre de synergies profitables à un écosystème de petits opérateurs alternatifs et innovants, partageant certains éléments clefs de leur stratégie, dont :

- La proximité avec leur territoires
- La personnalisation des services rendus
- L'accompagnement à la numérisation – lorsqu'elle est pertinente – des activités de leurs clients
- L'échange et la transmission du savoir-faire propre à nos métiers, «de la tranchée au routeur».

Table des matières

1	Remarques générales	3
1.1	Mode de rédaction	3
1.2	Le rôle du régulateur	3
1.3	Du rôle au moyen	3
2	Question 1 : Introduction	4
3	Question 2 : État des lieux	4
4	Questions 3—10 : Priorités de la régulation	5
5	Question 11—19 : Nouveaux modes d'intervention	12

1 Remarques générales

1.1 Mode de rédaction

La présente réponse est rédigée par CERIZ avec la collaboration de ses clients, partenaires et confrères. Par conséquent, certains points de vue seront exprimés de façon similaire dans d'autres réponses, mais elles diffèrent sur trop d'autres points pour être communes.

Afin de ne pas créer de charge de travail supplémentaire pour vos services, et à la différence des précédentes consultations, il n'a pas été demandé à l'ensemble des contributeurs de transmettre tout ou partie de cette réponse pour signifier leur endossement.

1.2 Le rôle du régulateur

La consultation évoque à plusieurs reprises les moyens d'actions du régulateur mais pas son rôle premier.

Une analyse superficielle tendrait à définir ce rôle comme celui d'un garant de l'existence, non naturelle, d'un marché concurrentiel et sain sur le secteur des télécoms. Il nous semble que cette définition est celle d'un moyen et non d'un objectif.

L'objectif du régulateur est la recherche de l'intérêt général. Celui-ci se définit, du point de vue du législateur, comme la garantie d'accès aux moyens de communication électroniques adaptés à tout citoyen, et du point de vue du marché comme la somme des mesures nécessaires à l'aménagement économique d'un territoire.

On devrait adjoindre à cette notion d'intérêt général des conditions de mise en œuvre telles que l'exhaustivité et l'égalité de la couverture des territoires par ces infrastructures et services, tout en cherchant à minimiser l'impact environnemental de la construction et l'exploitation des infrastructures nécessaires.

1.3 Du rôle au moyen

Le législateur a considéré que la création, par la régulation, d'un marché concurrentiel, était un moyen d'atteindre cet objectif d'intérêt général.

L'histoire a montré la difficulté de la création d'un tel marché et la puissance des pressions visant à revenir à une situation de monopole, passant par la concentration des acteurs majeurs en un oligopole.

Un des déterminants aux échecs de la régulation est donc peut être que le moyen (le marché) n'était pas la seule réponse adaptée, ou que les outils du régulateur ne permettaient pas d'obtenir le résultat escompté faute de pouvoir contraignant ou de volonté politique stable.

Comme nous l'aborderont au fil des réponses, le point clef de l'évolution de la régulation est la prise en compte de la diversité des acteurs, par leur taille, leur portée ou leur spécialisation, et le besoin de différencier les domaines où le dogme réglementaire est constructif (innovation sur les services) ou contre-productif (duplication des infrastructures, gaspillage de moyens).

2 Question 1 : Introduction

Question 1 : Les contributeurs sont invités à exprimer leur opinion sur la démarche de la revue stratégique

Toute initiative permettant plus de transparence, d'ouverture, et une meilleure représentation de tous les acteurs du marché est nécessaire et louable.

Une remise en cause des principes de la régulation en vigueur est aussi souhaitable et sous-entendue dans la plupart des points abordés par la Revue Stratégique.

Néanmoins il nous faudra être particulièrement vigilants, ensemble, à ce que la Revue Stratégique ne devienne pas une fuite en avant sur des sujets accessoires avant même d'avoir résolu des problèmes de fond.

3 Question 2 : État des lieux

Question 2 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur ce bilan initial de l'action de l'ARCEP, ainsi que sur les défis futurs identifiés.

Le bilan initial, tel que présenté, est surprenant. Nous constatons sur le terrain des résultats bien moins flatteurs quand aux conséquences de l'action du régulateur.

L'ART puis l'ARCEP ont toujours affiché l'objectif de création d'un marché ouvert et équilibré. Mais, faute d'action significative encadrant la privatisation de l'opérateur historique, le contraignant à respecter ses obligations légales (déclaration des infrastructures, paiement des redevances, respect des mêmes procédures que les autres acteurs, etc.) ils ont, dès l'«ouverture du marché», créé un avantage en nature excessif empêchant toute concurrence saine par la suite.

À de nombreuses reprises, le régulateur a manqué l'occasion de minimiser le déséquilibre structurel du marché, mais ce n'est que très récemment (avec la BLOM) que l'éponge semble avoir été définitivement jetée et que le principe de concurrence libre et non faussée a été abandonné.

La concentration du marché en 4 opérateurs majeurs est le principal échec issu de ce défaut de régulation constant. Il en résulte des barrières à l'entrée pour tout

nouvel acteur, et donc un frein à l'innovation et à l'exploration de nouveaux modèles techniques et économiques, qui sera nécessairement néfaste tant aux utilisateurs finals qu'aux collectivités.

La concentration a aussi pour effet direct de réduire la disponibilité et la résilience des infrastructures, comme nous l'aborderons dans les questions suivantes.

La survie même de la myriade d'acteurs spécialisés (territorialement ou fonctionnellement) est aujourd'hui compromise à cause des trop nombreux déséquilibres créés par la régulation des boucles locales optiques. Le risque était pourtant connu, vu la quantité d'opérateur morts à cause des modalités choisies pour le dégroupage. La solution est toute aussi connue, puisque ce sont les premiers RIPs qui ont permis, tout du moins à leurs débuts, l'émergence d'une nouvelle génération d'opérateurs.

Du point de vue d'un opérateur ne faisant pas partie de l'oligopole, d'un usager privé d'alternatives innovantes, ou d'une collectivité prise à la gorge faute d'alternative viable à l'oligopole, le bilan de 18 ans de régulation est donc catastrophique. L'ART puis l'ARCEP ont mis la France en retard¹ et le marché dans une impasse.

Nous appelons de nos vœux que la revue stratégique soit l'occasion de refonder la régulation du secteur de façon à éviter de souffrir des échecs passés encore trop longtemps.

Les principaux défis et chantiers futurs sont donc :

- Rendre aux territoires la responsabilité et les bénéfices de leur aménagement numérique
- Équilibrer le marché par la perception de tout arriéré de redevances, loyers et taxes soustraites par l'opérateur historique, ainsi que le contraindre sous astreinte à la restitution des infrastructures volées et le respect des règles imposées à tous les autres acteurs
- Mettre un terme au principe de concurrence par les infrastructures, qui est contraire en tous points à la mission du régulateur

Une fois les fondamentaux adressés, alors on pourra peut-être parler de nouveaux réseaux et usages. Une dispersion précoce des efforts ne permettrait probablement pas de traiter correctement les sujets suivants.

4 Questions 3—10 : Priorités de la régulation

Question 3 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Quelles sont les principales opportunités de convergence des réseaux ? Existe-t-il des freins à leur mise en œuvre ?

1. <http://www.slate.fr/story/109343/carte-france-probleme-internet>

- Quelle devrait être la place de la mutualisation des investissements dans le déploiement des nouveaux réseaux ?
- Comment l'ARCEP devrait-elle accompagner le déploiement du très haut débit sur les marchés ultramarins ?
- Comment l'ARCEP devrait-elle accompagner les transitions vers les nouveaux réseaux ?

L'enjeu est à définir comme le maintien de conditions qui permettent aux acteurs d'émerger, de croître, ou de disparaître, en fonction de leurs qualités, de leur capacité à innover, et à maintenir la qualité de service attendue.

Cette notion de concurrence ne peut donc s'établir, eu égard aux cycles de marché, que sur les services et par sur l'infrastructure.

La notion de concurrence par les infrastructures induit trois effets pervers :

- Parce que le ROI d'une infrastructure dépasse la durée d'un cycle de renouvellement technologique ou des usages, alors les opérateurs intégrés doivent sécuriser leurs investissements d'infrastructure par des pratiques anti-concurrentielles sur les services, telles que le quadruple-play.
- Faute de sécurisation suffisante par le verrouillage du marché des services, si par exemple la régulation était efficace, alors les investissements privés sur les infrastructures seraient arrêtés, car seule une logique de mutualisation par dissociation fonctionnelle permet une valorisation durable des infrastructures.
- La construction d'infrastructures redondantes mobilise beaucoup de capital qui pourrait être mieux alloué, et d'énergie (donc CO2) ainsi que d'autres impacts environnementaux qui pourraient être évités.

En marge du non-sens fondamental, il est à noter l'effet tout aussi pervers des palliatifs que sont les modalités de co-investissement : les seuils étant trop élevés, aucun nouvel acteur ne peut prendre part à ce marché. L'illusion de concurrence n'avait donc qu'un but d'auto-justification.

Il n'y a aucune bonne raison d'encourager au niveau réglementaire la convergence des réseaux. Au contraire, cette convergence des solutions fixe et mobile est une entrave à la concurrence pour quiconque n'est pas titulaire de licences radio adaptées à l'usage considéré.

A contrario, si les réseaux fixe et mobiles sont, chacun de leur côté, correctement déployés, entretenus, modernisés et commercialisés sur le marché de gros, alors n'importe quel opérateur de service pourra proposer des offres convergentes et innovantes sur la base de ces réseaux neutres.

Dès lors que des contraintes à la mutualisation induisent des délais et coûts significatifs, c'est à dire parfois d'un ordre non marginal par rapport au coût total de déploiement dudit réseau, alors la mutualisation est contre-productive.

Quand en plus ces contraintes de mutualisation constituent en elle-même une barrière à l'entrée pour les acteurs locaux ou collectivités, alors on peut en conclure que la notion

de mutualisation a été instrumentalisé par quelques membres de l'oligopole pour inciter le régulateur à créer des effets de seuil contraires à l'intérêt général.

La seule mutualisation durable, utile et sensée semble être celle conforme à la loi², car en réalité, aucune duplication d'infrastructure ne peut avoir le moindre sens si ce n'est dans des cas spécifiques³.

On peut considérer, à la marge, que des initiatives non vouées à accéder à une situation de monopole peuvent voir leur mutualisation aidée par la publication de règles de tarification et commercialisation plus ou moins contraignantes et surtout homogènes, le curseur de contrainte étant alors un choix politique.

S'assurer de l'absence de toute subvention publique des réseaux obsolètes aurait du être fait depuis longtemps. Assister les collectivités au recensement de ces infrastructures, pour déposer les câbles et revaloriser les conduites, serait une suite logique. Le financement des déposes et rénovations devrait être largement couvert par le paiement des arriérés de redevances et loyers de l'opérateur historique.

Question 4 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les modalités d'intervention des collectivités territoriales dans les réseaux numériques et sur le rôle du régulateur.

Une fois formées et outillées, les collectivités sont les plus à même d'aménager leur territoire. Cela suppose un certain nombre de prérequis :

- Un référentiel commun des infrastructures, pas seulement numériques, doit être créé, et l'ensemble des réseaux – pas seulement télécom – doivent être documentés dans un SIG commun aux collectivités, opérateurs, régulateur et gouvernement
- Une place de marché ouverte de toutes les infrastructures publiques, déléguées (directement ou indirectement, telles que les AMII) garantissant l'absence de barrière à l'entrée et l'égalité de traitement des opérateurs.

Pour augmenter les taux d'usage de ces infrastructures et garantir leur accessibilité sans discrimination, les collectes actives sont indispensables dès qu'elles peuvent être imposées.

Sur les zones à plus faible densité, et faute d'offres de transport adaptée aux volumes locaux, alors tout réseau doit être livré de façon activée à minima au point d'échange neutre le plus proche (voir plusieurs, pour des questions évidentes de redondance). Faute de point d'échange actif, il peut être nécessaire d'assister à la création d'un de ces points pour l'occasion.

2. article 9 du préambule de la constitution de la 4ème République : «Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.»

3. par exemple : sécurisation dans un contexte BLOD ; indépendance à un opérateur d'infrastructure non ou mal régulé refusant de fournir un accès nécessaire à des conditions acceptables

Dans le cas du mobile, il est regrettable que des blocs de fréquence n'aient pas été réservés aux couvertures mutualisées (là encore active, en roaming). Ces blocs auraient notamment permis le cofinancement de déploiements encadrés, non seulement par les opérateurs, mais aussi par les utilisateurs commerciaux de ces réseaux⁴.

Question 5 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Comment garantir la fiabilité des réseaux de communications électroniques ?
- Quel rôle doit jouer l'ARCEP sur ce sujet le cas échéant ?

Bien que la résilience et la fiabilité de l'accès à Internet d'un foyer soit importante à l'ère du télétravail et de l'e-administration, une certaine forme de redondance est déjà permise par la multiplicité des accès mobiles en complément d'un accès fixe dans de nombreux foyers. Malgré les quotas de transferts et pour peu que les opérateurs s'astreignent au principe de neutralité qui doit leur être imposé, alors ils peuvent constituer une alternative viable en situation de secours.

La modernisation de la régulation des offres de gros des MNO pourrait contribuer à la mise en place d'offres de collecte techniquement homogènes entre accès fixe et mobile, permettant à plus d'opérateurs de services de proposer ce type de complémentarité.

Bien entendu, ce type de redondance ne fonctionnera pas à cause du quadruple-play dès lors que l'ensemble des liens dépendent d'un opérateur unique. C'est par la multiplicité des acteurs qu'on réduira le risque de pannes et surtout leurs conséquences. Un marché à 4 acteurs conduit inmanquablement à ce qu'une panne de l'un d'eux fasse les gros titres. Si aucun acteur ne dépasse les 3 à 5

Il est à noter que le secours par réseaux mobile est à minima un mal rendu nécessaire par les piètres choix d'architecture permis par le régulateur. Le modèle technique imposé par Orange, en sa qualité de futur quasi-monopole sur la BLOM, sont fondamentalement inférieurs à d'autres architectures proposées telles que la distribution directe depuis un PMGC en point à point.

Là où la destruction d'un sous-répartiteur cuivre lors, par exemple, d'un accident de circulation, ou suite à un acte de vandalisme, conduisait à des interruptions de service généralement inférieures à une semaine. Les premiers cas de vandalisme ou de collision avec un PMZ ont été rapportés avec pour conséquence des interruptions de plusieurs semaines.

La suppression des points de brassage aurait réduit significativement la surface d'exposition des infrastructures à ces risques, réduit les coûts d'exploitation pour une hausse marginale des coûts de déploiement, et contribué à l'allongement de la durée de vie, dont on peut légitimement douter qu'elle sera supérieure à 10 ans vu l'état actuel des choses.

Question 6 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans

4. voir travaux de l'AGURRE : www.agurre.fr

leur réponse leur opinion sur les besoins spécifiques de connectivité mobile non couverts par les opérateurs, et leur prise en compte par la régulation.

Deux besoins sont ignorés du mode de régulation actuel :

- Projets de couverture géographiquement limité (village, vallée), d'initiative publique ou associative
- Besoins de couverture interne de bâtiments et tunnels, tout particulièrement flagrants dans les bâtiments HQE

Des accords commerciaux pourraient y pallier, mais les déploiements sur mesure ne sont aujourd'hui possibles que lorsque le MNO propose des interlocuteurs informés, et à un tarif exorbitant – surtout lorsqu'il s'agit de financer un monopole sur la zone pour ensuite y acheter du service plein tarif. Les accords de délégation de fréquence n'ont, semble-t-il, jamais été accordés dans de tels contextes.

Le régulateur peut régler ce problème en créant un processus contraignant sur les points suivants :

- Tous les opérateurs de réseaux mobiles doivent s'interconnecter sur des GRX régionaux en sites neutres
- Toute entités souhaitant déployer un réseau peut déclarer son intention de déploiement au régulateur, qui la transmet aux titulaires des fréquences concernées
- Les MNO ont un délai court, de 3 à 6 mois, pour s'engager fermement au déploiement de cette zone
- A défaut d'engagement de tous les MNO à déployer à des modalités raisonnables, une délégation de fréquence est imposée par le régulateur au profit de l'entité porteuse du projet
- Le réseau ainsi déployé doit accueillir gracieusement l'itinérance des clients de l'opérateur fournissant la fréquence, et pas nécessairement gratuitement les clients des trois autres.
- Idéalement, l'entité porteuse du projet de déploiement est elle même MVNO et bénéficie de la réciprocité du roaming dans des limites correspondantes à la part de clientèle couverte.

Dans le meilleur des cas, ce dispositif n'aura que très rarement à être sollicité, car les premiers déploiements devraient convaincre les MNO qu'ils ont tout intérêt à faire leur travail.

Question 7 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Au-delà des chantiers identifiés, les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur la manière dont l'ARCEP pourrait améliorer la concurrence au bénéfice de l'ensemble des acteurs économiques : entreprises, entités publiques ou associatives.

Le risque de duopole évoqué par l'ARCEP est aujourd'hui un fait concret. En dehors d'initiatives très locales, telles que des déploiements publics ou privés sur des zones d'activité, il n'y a pas de boucle locale optique accessible.

La BLOM ne couvre que rarement les locaux commerciaux et Orange freine autant que possible les raccordements, bien qu'étant en monopole ou duopole sur sa commercialisation. Elle est de toute façon inaccessible aux opérateurs alternatifs locaux.

La BLOD proposée par Orange ou des RIPs est trop chère pour la plupart des entreprises, laissant trop peu d'espace économique aux opérateurs de service pour atteindre des parts de marché significatives. Le modèle tarifaire généralement basé sur les débits est globalement préjudiciable sans correspondre à un coût technique réel.

Le problème est d'autant plus marqué à cause des modalités de livraison des collectes actives : les portes CELAN et DSL-A Ethernet par exemple sont régionalisées, livrées à des conditions beaucoup plus avantageuses aux opérateurs localisés sur les sites de livraison (tels qu'Orange Business Services ou des dégroupes historiques), et la colocation ou l'adduction de ces sites est soumise à un tel nombre de contraintes qu'il est impossible pour un petit opérateur local de prétendre à ces offres.

Sur les RIPs, le problème est différent : on observe de plus en plus fréquemment des refus de vente caractérisés ainsi que le refus de communication du catalogue par le délégataire. D'autres RIPs, commercialement plus actifs, contournent les opérateurs de service et procèdent ponctuellement à des ventes directes par déclaration du client au statut d'opérateur.

Il est urgent que l'ensemble des catalogues et données de couverture des RIPs soient rassemblées et publiées (rappelons que ces données sont par essence publiques), et qu'un dispositif contraignant et rapide soit créé pour s'assurer que les délégataires cessent toute pratique discriminante.

Concernant le recueil des besoins des entreprises et collectivités, il est important de comprendre que la plupart des dimensionnements et besoins exprimés le sont par rapport aux catalogues du duopole. Peu d'entreprises ont conscience des réalités techniques et économiques des réseaux, et donc de ce à quoi elles peuvent prétendre.

Les offres de fibre noire par exemple sont très mal connues du marché alors qu'elles sont adaptées à de nombreux usages aujourd'hui mal couverts par des offres de VPN MPLS. Le modèle économique de l'IRU est lui aussi trop souvent ignoré, surtout des collectivités.

Question 8 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Quelle est la place de l'ARCEP dans le développement de l'internet des objets ?
- Quels sont les enjeux pour l'ARCEP liés à l'intervention des collectivités locales en matière de territoires intelligents ? Quel accompagnement pour les collectivités locales ? Avec quels objectifs ?
- Quelles autres principales innovations anticipez-vous ?
- Comment faire pour mieux accompagner l'émergence des réseaux de demain nécessaires

à la transformation numérique de la France ?

- Faut-il veiller à accroître l'accessibilité du patrimoine spectral à un large écosystème ?

L'«Internet of Things» n'est ni un concept novateur, ni en lien avec Internet de quelque façon que ce soit. Il s'agit concrètement d'un ensemble de réseaux privés éventuellement dotés de passerelles pour l'extraction d'informations par le biais d'Internet.

Le nom commercial donné à cette famille de technologies par quelques communicants visiblement peu sachant de ce qui constitue Internet n'est pas à considérer comme un qualificatif technique⁵.

Par contre, il faut noter que ces réseaux répondent à un besoin technique (faible bande passante et très faible consommation d'énergie) et à un problème économique (l'usage des réseaux LTE pour du M2M est trop onéreux).

L'usage de tels réseaux par les collectivités n'est pas à exclure, mais serait un échec : la plupart des collectivités n'ont pas la compétence ou la flexibilité requise pour valoriser leurs propres synergies internes. L'exemple le plus flagrant est que la plupart de celles qui ont déployé des réseaux optiques pour des systèmes de surveillance vidéo n'utilisent pas ces mêmes fibres pour leurs besoin de connectivité internes.

Si on étend cette problématique à l'ensemble des usages qui pourraient constituer les «villes intelligentes», alors ce sont des millions de points de captation et diffusion d'information qui devraient être desservis par des réseaux optiques municipaux aussi capillaires que ceux de l'éclairage public.

Une fois arrivé à ce niveau de capillarité, il ne reste que peu de chemin à faire pour que le déploiement coïncide avec la BLOM voir BLOD requise par les opérateurs d'accès résidentiels et professionnels. Le coût marginal de ces dernières serait donc finalement très faible si les collectivités, où plus haut, le régulateur et le gouvernement, posaient le problème dans le bon sens.

Il y a donc un savoir faire à retrouver et diffuser auprès des collectivités, afin que les investissements publics servent au mieux l'ensemble des usages actuels et à venir. Si elles arrivent à se saisir du problème, on évitera à terme la duplication d'infrastructures inadaptées au service de l'intérêt général.

Question 9 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Quelle expertise l'ARCEP peut-elle apporter (ou développer) pour contribuer à l'analyse des marchés numériques ?
- Comment construire une expertise technique sur les sujets numériques (ex : gestion de trafic, QoS etc.) ?
- Comment recueillir, analyser et comparer l'information sur ces sujets ? Des dispositifs de notation sont-ils pertinents ? Si oui, comment doivent-ils faire intervenir les pouvoirs

5. RFC1925, §2.11

publics ?

- Quel pourraient être les principaux impacts des nouveaux modèles d'affaires sur la régulation (économie du partage, plateformes etc.) ?
- Quels sont les facteurs de désintermédiation du secteur des télécoms ?

Le développement d'une expertise sur des sujets techniques ne peut se faire qu'en étant en prise directe avec ces sujets. Certaines choses ne peuvent être comprises que lorsqu'elles sont vécues⁶.

La démarche de solliciter la contribution d'experts à l'occasion de consultations ou réunions est donc bonne, mais suppose que ces experts soient disponibles, c'est à dire payés pour faire autre chose que leur travail habituel, ou bénévoles.

Le payeur a donc, d'une certaine façon, son mot à dire sur les positions tenues par l'expert. Les contributions bénévoles sont potentiellement moins biaisées, mais du coup plus rares car peu d'experts peuvent dégager suffisamment de temps⁷.

Question 10 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Au-delà des chantiers identifiés, les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur la manière dont l'ARCEP pourrait accompagner l'évolution du secteur postal.

5 Question 11—19 : Nouveaux modes d'intervention

Question 11 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer leur opinion sur la place respective de la régulation asymétrique et de la régulation symétrique, portant sur l'ensemble des acteurs.

La régulation asymétrique n'a pas – encore – permis de mettre en place une libre concurrence saine et durable. On peut espérer qu'une autre approche, plus équitable et s'adossant entre autre sur le droit existant, produirait de meilleurs résultats. Mais le déséquilibre étant bien trop prononcé, le maintien d'une régulation asymétrique, éventuellement étendue à l'ensemble de l'oligopole, complétée par une régulation symétrique semble indispensable.

L'ARCEP doit avoir un pouvoir contraignant, et pas seulement son pouvoir de sanction. Le régulateur pourrait se voir octroyer le droit d'initier des procédures en droit commercial et administratif à l'encontre d'opérateurs et collectivités, notamment dans

6. RFC1925, §2.4

7. la présente réponse a requis 5 journées/homme de bénévolat et sa rédaction se termine un samedi soir, fort tard. Corollairement, certains points ne sont pas totalement développés et mériteraient qu'on y revienne.

le cas ou des conventions ou accords plus ou moins formels créent des conditions de monopole local.

Question 12 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- Quelles améliorations l'ARCEP pourrait-elle engager afin de renforcer ses échanges avec l'ensemble des acteurs ?
- Comment l'ARCEP pourrait-elle améliorer la lisibilité de son action pour l'ensemble des acteurs du marché ?

Objectivement, pour un petit opérateur, l'ARCEP c'est juste un formulaire par an et quelques mails informatifs vite ignorés faute de temps. Car le seul contact est le gérant ou président déjà bien occupé à faire vivre sa TPE ou PME. Interagir avec le régulateur représente donc un coût trop élevé par rapport au bénéfice perceptible.

À contrario, lorsque le régulateur s'intéresse de près au fonctionnement d'un opérateur, par collecte d'information, il est dénoncé comme inquisiteur par tous ceux qui ont des choses à cacher (cas typique du racket à l'interconnexion par certains FAI).

Entre les deux, on pourrait imaginer que l'ARCEP développe une palette de services utiles aux opérateurs, et que le recours à ces services aient quelques contreparties telles que la collecte d'informations en retour.

Le meilleur exemple d'une contribution assurant cohésion et efficacité des démarches de tous les opérateurs serait la création d'un système d'information géographique recensant toutes les infrastructures de chaque opérateur.

Outre l'impact que cela représenterait pour les collectivités (facilité de perception des redevances et loyers), ce SIG pourrait devenir une place de marché favorisant la mutualisation, et donc une meilleure efficacité des réseaux en termes d'allocation de capital et de consommation d'énergie. In fine, il accélérerait le déploiement des boucles locales optiques sur tout le territoire et augmenterait la fiabilité des réseaux (automatisation du processus de DICT).

De même, une base d'informations sur les RIPs, déjà évoqué dans cette réponse, ferait du site la publiant un passage obligatoire pour tous les opérateurs concernés par les RIPs.

Question 13 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- Quelle devrait être la place de l'autorégulation ?
- Quels sujets pourraient faire l'objet d'une autorégulation ?
- Comment l'ARCEP pourrait-elle accompagner de manière efficace les acteurs dans la mise en œuvre de l'autorégulation ?

Les déséquilibres entre opérateurs sont bien trop prononcés pour qu’une quelconque forme d’auto-régulation puisse être bénéfique à l’ensemble de la profession.

L’exemple des plate-formes de portabilité en est d’ailleurs un symptôme : l’absence de proportionnalité des coûts d’adhésion, malgré son caractère obligatoire, évince certains acteurs et donc crée de nouvelles barrières à l’entrée.

Le principe même est problématique à plus grande échelle : si l’auto-régulation est mise en œuvre par les membres de l’oligopole, n’est ce pas leur octroyer un chèque en blanc pour de nouvelles ententes illégales pour le coup légitimées par le régulateur ?

Question 14 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- L’ARCEP est-elle suffisamment ouverte à l’innovation ? Quelles nouvelles expertises faudrait-il développer ?
- A quels sujets naissants l’ARCEP devrait-elle s’intéresser ?
- Comment l’ARCEP pourrait-elle encourager le dialogue au sein du secteur sur les sujets innovants ?
- Quelle devrait être la place de l’expérimentation dans la régulation ?

L’innovation est essentiellement une question d’usages. Des réseaux neutres et ouverts suffisent à porter l’innovation. La seule responsabilité du régulateur en la matière est donc de garantir que les réseaux soient neutres et ouverts.

Dès lors que l’innovation porte sur les techniques de construction ou d’exploitation des réseaux, alors la principale question est de savoir si ce qui est annoncé comme innovant l’est réellement⁸, puis de s’assurer que son adoption par les opérateurs ne contrevient pas à l’obligation de neutralité de ces derniers.

Au delà de ces deux cas de figure, on court le risque d’une dispersion des ressources du régulateur sur des sujets qui ne revêtent pas une importance réelle, au détriment des problèmes de fonds.

Question 15 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- Quels sujets nécessiteraient une adaptation ou une levée de la régulation ?
- Quelle devrait être l’approche de l’ARCEP sur ces sujets ?

Du point de vue des petits opérateurs de services et d’infrastructures, la transition essentielle qui s’opère depuis 2008 est le besoin croissant de débit pour les clients de tous types. Le mouvement s’intensifie avec les contraintes de numérisation des activités économiques. Hors cas ponctuels adressables par faisceaux hertzien, seule la fibre permet de répondre à ces besoins.

8. RFC1925, §2.11

La régulation asymétrique a alors permis l'accès aux fourreaux occupés et commercialisés par Orange, bien que ce dernier en soit en réalité rarement le propriétaire légitime et que ces offres représentent donc un risque juridique qui pèse sur les déploiements privés.

On déploie malgré tout afin d'adresser le marché entreprise essentiellement par des réseaux de type BLOD, et on peut compléter la couverture par l'accès aux réseaux BLOD des RIP et d'Orange (SFR ne le permettant pas vu le minimum de commande requis par leur DOP) malgré leurs tarifs prohibitifs pour de nombreux clients.

Sur des zones ainsi déployées, on observe une bascule significative (plus de 80

Malheureusement le modèle réglementaire adopté pour la BLOD n'a pas d'équivalence pour la BLOM et les marchés TPE/PME et résidentiel se voient privés de centaines d'acteurs.

L'approche du régulateur devrait donc, si son souhait est de contribuer à la concurrence et d'augmenter l'efficacité et la vitesse de déploiement des infrastructures, de permettre la survie, préalable nécessaire à la contribution, de ces centaines d'acteurs. Ça passe par des mesures simples telles que, par exemple :

- Supprimer les barrières à l'entrée de toutes les offres régulées
- Assurer la sécurité juridique des déploiements en infrastructures dont la commercialisation est régulée
- Aligner les tarifs des offres activées régulées sur des coûts réels pour éviter trop de duplication des infrastructures.

Question 16 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer leur opinion sur les questions suivantes :

- Comment améliorer encore l'information du public ? Certaines publications doivent-elles être transformées ? L'ARCEP devrait-elle publier de nouvelles informations ?
- L'ARCEP devrait-elle s'approprier les techniques d'association de la multitude apportées par le numérique comme le crowdsourcing ou l'open data ? Selon quelles modalités ?
- Au-delà de l'information au public, la transparence offerte par l'ouverture des données vous semble-t-elle de nature à constituer un outil de régulation ?

Dans un cadre résidentiel, les indicateurs dont la variance font le plus de bruit est la disponibilité du service et le délai de réparation, généralement de la boucle locale. La collecte d'informations auprès des utilisateurs peut contribuer à la cartographie des manquements systémiques d'entretien et modernisation des réseaux afin de mieux cibler les investissements des opérateurs et des collectivités.

La donnée collectée auprès des utilisateurs devrait alors être croisée avec celle des opérateurs des services et boucles locales concernées pour en évaluer la fiabilité et envisager avec les collectivités essentiellement des actions proactives.

Dans un contexte TPE/PME, l'opérateur est généralement une offre grand public, la même que le dirigeant ou un de ses collaborateurs chargé de l'informatique a à son domicile. Le budget est de toute façon trop faible pour la plupart des alternatives locales, faute de régulation satisfaisante du bitstream.

Dans un contexte entreprise ou collectivité, la question ne se pose pas de la même façon : les pratiques anti-concurrentielles sont tellement intenses que tous les efforts de transparence et de publication possible ne suffiront pas à inverser la tendance. Seules des volontés internes fortes chez ces clients peuvent faire une différence significative.

Question 17 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les nouvelles compétences que l'ARCEP devrait développer ou mobiliser en complément de son expertise des réseaux.

L'approfondissement des compétences de l'ARCEP et le développement d'outils opérationnels ou de modélisation requiert naturellement le recours à de nouvelles compétences, que ce soit par collaboration avec des acteurs existants (publics ou privés) ou des recrutements.

Mais, comme évoqué à la question 9, certaines choses ne peuvent être comprises que lorsqu'elles sont vécues. Le recours à des experts externes ou à des collaborateurs expérimentés ne doit pas impliquer leur déconnexion avec les réalités opérationnelles.

En outre, l'expertise technique est chère, et globalement rare sur le marché dès lors qu'on cherche des individus ayant aussi développé des compétences d'analyse et rédactionnelles, tout en ayant un certain recul - autrement dit le moins de biais possible.

Question 18 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les sujets qui nécessiteraient une action de régulation collaborative, ainsi que sur les formes que ces collaborations devraient prendre.

L'ARCEP est, du point de vue de toutes les institutions, le pôle d'expertise légitime sur les sujets réseaux et télécoms. Il n'est pas pour autant établi que ce domaine d'expertise doive s'étendre en dehors du sujet sur lequel l'autorité est établie.

En particulier concernant les usages du numérique, il est important que chaque institution établie (ANFR, CNIL, ANSSI, CNNum, ...) garde son domaine de spécialité tout en s'appuyant sur l'expertise des autres autorités ou commissions.

Question 19 : Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur l'intégration entre les travaux de l'ARCEP et les travaux européens et internationaux sur la régulation.

Alors que le contexte économique et environnemental à long terme appelle au développement d'activités dites "en circuit court", et que les meilleurs taux de croissance de notre secteur sont portés par des acteurs très locaux, il semble peu opportun de s'aventurer à une échelle européenne alors qu'il reste beaucoup de travail à faire dans notre zone d'action.

Assurer une cohésion continentale du marché, en partant de la situation actuelle dans la plupart des pays, conduirait inmanquablement à la création d'opérateurs gigantesques ayant tous les attributs du "too big to fail", c'est à dire impossibles à réguler, n'en faisant qu'à leur guise, et de plus en plus déconnecté des attentes de leurs clients, sans qu'aucune alternative ne soit encore possible.

En commençant par faire évoluer le marché français pour le fragmenter en une multitude d'acteurs à taille humaine, nous aurions beaucoup plus de poids pour proposer la généralisation d'un modèle durable pour l'ensemble de l'Union Européenne.